**TPG**

Délégation du Kazakhstan

Faut-il donner un pouvoir exécutif à l’Assemblée générale de l’ONU ?

Honorable présidence, chers délégués,

La délégation du Kazakhstan est ravie de participer à la septième conférence NUMAD, et souhaite engager de riches discussions entre les différentes délégations. L’une des questions les plus importantes que nous souhaitons aborder concerne la possible dotation d’un pouvoir exécutif à l’Assemblée générale de l’ONU.

Cependant, nous devons débattre sur les bons sujets, et voter des clauses profitables à tous les états membres. Pour l’instant, seules les résolutions votées par le conseil de sécurité donnent lieu à des sanctions économiques en cas de non application. C’est donc pour cela que la thématique de la mise en place un pouvoir exécutif à l’Assemblée générale de l’ONU, afin d’exercer un pouvoir coercitif dans l’intégralité des comités, peut sembler pertinente. Néanmoins, la délégation du Kazakhstan ne soutient pas cette idée.

En effet, le conseil de sécurité est l’entité que nous jugeons la plus importante parmi les nombreux organismes des Nations Unies. Les autres thématiques, par exemple concernant l’environnement, la bonne gouvernance, ne devrait pas pouvoir, à terme, avoir les mêmes conséquences sur la souveraineté d’un Etat Membre qu’une résolution du conseil de sécurité. La délégation du Kazakhstan juge que les domaines régis par les comités ne sauraient se satisfaire de règlements arbitraires et de délais d’application, au vu notamment de la diversité des Etats membres. Comme exemple, nous citerons les propos diffamants parfois tenus à l’égard de l’action de notre gouvernement. Ces derniers n’ont que faire des larges soutiens offerts à notre bien-aimé président, démocratiquement élu avec 99.5% des suffrages de nos citoyens.

La délégation du Kazakhstan demeure ouverte aux débats, afin de garantir le meilleur équilibre possible entre souveraineté nationale et vœux des Nations Unies.

Merci de votre écoute.